L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX: Rue de Chartres, No. 73. NOUVELLE-ORLEANS, DIMANCHE MATIN, 8 MARS 1868. Entre les rues Bienville et Conti.

DUFOUR & LIMET,
PROPRIÉTAIRES - ÉDITEURS.

PRIX DE L'ABONNEMENT.

ÉDITION QUOTIDIENNE.
Par an, $18; par semestre, $9; par trimestre, $4
Prix d'un exemplaire, 10 CENTS.

ÉDITION BI-HEBDOMADAIRE
Paraissant le Mardi et le Samedi;
Par an, $6 par semestre.

TARIF D'ANNONCES.

Nos annonces transitoires, placées à tour de rôle dans les diverses parties du journal, paieront $1 50 la carré pour la première insertion, et 75 CENTS le carré pour chaque insertion subséquente.

Les annonces transitoires de la page éditoriale paieront $1 50 le carré pour chaque insertion.

Les annonces publiées par intervalles, paieront comme annonces nouvelles pour chaque insertion.

Les annonces au mois, dans la page éditoriale, paieront $20 net le carré par mois.

Les personnes faisant régulièrement et souvent des annonces auront, entre prix indiqués ci-dessus pour les annonces transitoires, tel escompte qu'il sera convenu avec elles; mais dans aucun cas, cet escompte ne dépassera 25 p. par cent.

Toutes les réclames d'annonces d'affaires paieront 25 cents net la ligne pour chaque insertion.

Toute annonce transitoire doit être payée d'avance.

Les annonces dont le nombre d'insertions ne sera pas indiqué seront publiées six fois.

Les comptes des personnes faisant régulièrement de nombreuses insertions seront envoyés à la fin de chaque mois.

TARIF D'ANNONCES.

	1 mois	2 mois	3 mois	6 mois	12mo
Un carré	$12 net.	$22 net.	$30 net	$50 net	$75 net
Deux "	20 "	35 "	50 "	80 "	125 "
Trois "	30 "	53 "	70 "	110 "	175 "
Quatre "	38 "	67 "	90 "	140 "	225 "
Cinq "	45 "	80 "	105 "	170 "	275 "
Six "	54 "	93 "	120 "	200 "	325 "
Sept "	60 "	105 "	135 "	230 "	375 "
Huit "	65 "	118 "	150 "	260 "	420 "
Neuf "	70 "	125 "	165 "	290 "	460 "
Dix "	75 "	135 "	180 "	320 "	500 "
Onze "	80 "	145 "	195 "	350 "	540 "
Douze "	85 "	155 "	210 "	380 "	580 "
Treize "	90 "	165 "	220 "	410 "	620 "
Quatorze "	95 "	175 "	230 "	440 "	660 "
Quinze "	100 "	185 "	240 "	450 "	700 "
Vingt "	125 "	230 "	250 "	750 "	1000 "

☞ Pour la liste des navires et steamboats arrivés dans notre port, ainsi que les expéditions en douane, voir à la page anglaise.

NOUVELLE-ORLEANS,
DIMANCHE, 8 MARS.

VENTES A L'ENCAN DE DEMAIN LUNDI.

Pour les détails et l'heure, voir aux annonces.

Par le Sheriff.—Un terrain situé dans la Première District, dans l'isle bornée par les rues du Camp, des Magasins, Calle pe et Girod, avec toutes les batisses qui s'y trouvent—Aussi, à 1/2 heures, sur les lieux, les meubles et effets que trouvent dans l'arrière-boutique et dans le corps de batisse de batisses 63 rue Carondelet. Et à 10 1/2 heures sur les lieux, le fonds d'une distillerie.

Par H. C. Pannman, constable—à midi, au No 26 Commerçial Place, une machine à coudre.

Par E. Roger & Co., à 10 heures du matin, au magasin de feu Francois Jacob, coin Chartres et Dumaine—Tout le stock de marchandises sèches étrangères et américaines, consistant dans ledit magasin et consistant en 150 lots de marchandises diverses. Pour être vendu argent pour le tout et les besoins du détail de la ville—sont les installations et le bail du magasin.

Par C. E. Fortier, à 4 1/2 heures P. M., à la tête du pont Bienville—La goelette Hermès, avec toutes ses voiles, etc.

Par S Unicault, à 11 heures, à l'écurie de Jeanet, rue entre Bienville et du Chemin de la Métairie—25 vaches laitières. Tchevaux, 2 charrettes à bât et la cloche de.

Par A. Feiber, au No 46 de la rue de Chartres—Marchandises sèches, habillements, lingerie, chapeaux, etc.

Par Leon Bonin—Le mobilier, No 36 de la rue du Camp—256 caisses bottes, souliers et brodequins.

Par Hoffman, Marks & Co., au No 33 de la rue de Chartres—Marchandises sèches et lingerie.

☞ Achetez vos confiseries et chocolats chez M Ernest Turpin, 93 Vieille-Levée.

ATTENTION!!

☞ Les ventes à l'encan de demain, par le Sheriff, comprendront:

A 10 heures et demie A. M., sur les lieux, Nos. 72 et 74 rue Conti, entre celles Royale et Bourbon, le fonds d'une distillerie.

A midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, une maison de résidence située rue du Camp, entre celles Calliope et Gaiennie. Premier District.

Et à 4 heures et demie P. M., sur les lieux, No 75 rue Carondelet, même district, un lot de meubles et d'effets.

Pour les détails voir aux annonces.

Cow Peas.—MM J. C. Murphy & Cie., rue Poydras No 34, reçoivent en ce moment par le steamer Alpenhof, de Charleston, 500 boisseaux de Cow Peas qu'ils vendront à des prix très modérés.

La Convention démocratique.

La Convention démocratique d'Etat n'a pas siégé longtemps, et nous ne lui en ferions pas un reproche si elle eût accompli, pendant sa session de deux jours, la besogne pour laquelle il nous semblait qu'elle avait été convoquée, savoir: aviser aux moyens d'empêcher la ratification de la constitution radicale. Or, c'est justement ce sujet qu'on a oublié d'y traiter. On a prononcé des discours, voté des résolutions, nommé des délégués à la Convention démocratique centrale qui aura à choisir les candidats présidentiels, et même choisi le ticket électoral présidentiel de la Louisiane pour une élection qui aura lieu en novembre prochain — ce qui nous paraît un peu prématuré. Mais, quant à la question du jour, la question urgente, imminente qui nous semblait être le principal objet du mandat de la convention, on l'aurait passée sous silence et on n'avait eu occasion d'y faire allusion d'une façon incidente dans le délai soulevé par la proposition de former une liste de candidats pour les fonctions d'Etat, en vue de la prochaine élection.

Nous publions plus loin cette discussion qui n'avait pu trouver place hier dans notre compte rendu. Mais, avant d'examiner ce qu'a fait la Convention, disons que si les conservateurs de la Louisiane ont à se plaindre du résultat, ils ne doivent s'en prendre qu'à eux-mêmes. Au lieu de se réunir et de s'entendre pour envoyer à cette Convention des gens de poids, représentant réellement les grands intérêts qu'il s'agit de défendre, ils sont tranquillement et suivant leur habitude, restés chez eux, laissant le champ libre aux politiciens de profession ou à de jeunes patriotes pleins d'ardeur mais à l'esprit peu pratique.

Il en est résulté qu'au lieu de voir débattre froidement et avec calme les éventualités assez graves de la situation, nous n'avons assisté qu'à des harangues fort creuses inspirées uniquement par l'esprit de parti ou remplies d'une confiance exagérée. Un des orateurs, le colonel McEnery, a bien voulu nous dire que si la Constitution était adoptée, il quitterait le pays avec sa femme et ses enfants. Il est mieux fait de nous indiquer le moyen d'éviter un tel de chose qui le pousserait à cette extrémité.

Il est vrai que nous aurions un comité central permanent qui pourra aviser, suivant les éventualités qui surgiront. Mais au lieu de définir ses pouvoirs et ses attributions, on s'est contenté de les limiter en ce qui concerne le choix de candidats aux fonctions d'Etat. Il aura seulement la faculté de convoquer une nouvelle convention s'il juge qu'il soit avantageux au parti d'avoir des candidats.

La question de savoir s'il convenait d'avoir une liste de candidats toute prête pour la prochaine élection, est, nous le reconnaissons, une question fort délicate, et il y avait de puissants arguments pour et contre. Ce qui nous console de la solution présente, c'est qu'elle nous évite des candidatures qui eussent été probablement loin d'être satisfaisantes.

Dans l'état actuel des choses, les conservateurs ne savent pas encore quelle conduite ils auront à tenir dans l'élection qui doit avoir lieu le 17 et le 18 avril prochain. D'ici à cette époque, le bill supplémentaire du Congrès sera devenu une loi, et, alors, l'abstention, au lieu d'être un moyen d'empêcher la ratification de la Constitution, sera un moyen d'en assurer l'adoption. Faudra-t-il voter ou courber la tête à l'avance devant le nouveau régime qu'inaugurera la Constitution? S'il faut voter, n'est-il pas nécessaire de prendre dès à présent toutes les mesures propres à rendre plus égales les chances de la lutte, c'est-à-dire de s'occuper de la révision des listes électorales, révision qui ne peut commencer officiellement que quarante jours avant l'élection et qui ne peut durer que trente jours? Telles sont les questions sur lesquelles nous appelons l'attention des citoyens et qui devront être prises immédiatement en considération par le comité exécutif dont la nomination a été laissée à la discrétion du président de la Convention. Les protestations, si chaudes et si éloquentes qu'elles soient, sont impuissantes contre les faits, et, malheureusement les événements se précipitent avec une rapidité inquiétante. Hâtons-nous donc d'arrêter une ligne de conduite et de suivre ceux qui ont des conseils sages et pratiques à donner au peuple s'empressent de les faire entendre.

EXPOSITION MARITIME DU HAVRE.

On écrit du Hâvre que le gros œuvre de l'Exposition maritime internationale qui se tiendra au Hâvre du 1er juin au 31 octobre de cette année, est à peu près terminé.

On commence à se préoccuper de l'installation des produits divisés en cinq groupes et quarante trois classes, et qui comprendront, outre les innombrables appareils de navigation et de pêche de tous les pays civilisés, les arts et les industries de la mer en général.

Les beaux arts occuperont une place importante dans cette exposition, dont l'une des principales curiosités sera l'Aquarium, de soixante pièce grand que celui de l'Exposition universelle de Paris, et rappelant par sa décoration agreste la fameuse grotte basaltique de Fingal, en Ecosse. Des plantes marines et des poissons de toutes les latitudes seront entretenus dans ce magnifique établissement pendant toute la durée de l'Exposition.

Théâtre de l'Opéra.

Comme *La Grande Duchesse de Gerolstein* est une œuvre qui est évidemment appelée à avoir une série de représentations consécutives, nous nous proposons d'en donner un compte-rendu détaillé dans notre prochain numéro. Nous nous contenterons de dire pour aujourd'hui que c'est une pièce pétillante d'esprit d'un bout à l'autre, que la musique et le poème ont une valeur réelle. La mise en scène de cet ouvrage a été très heureusement réussie et l'exécution a été très satisfaisante à la première représentation. Nous croyons que le succès ira en grandissant à chaque représentation, car, on a dû remarquer que les pièces d'Offenbach paraissent toujours plus attrayantes après une ou deux auditions. Mademoiselle Lambelé est ravissante dans ses divers costumes de la Grande Duchesse; dans son équipement militaire du premier acte elle a un petit air de crânerie tout-à-fait séduisant. Ses costumes de coquetterie du second acte ont été rendus avec beaucoup de charme, et sa chanson à boire a été dite avec cachet.

Chamonin fait un général Boum étourdissant; il n'y a rien à reprendre dans la tenue, le jeu et l'accent inimitable de cet excellent comique.

M. Decré a d'excellents passages dans le rôle de Fritz, et nous sommes sûrs qu'avec son intelligence habituelle il perfectionnera lui-même ce rôle dans tous ses détails. M. Goujon a personnifié avec succès le prince Paul et a très bien chanté ses couplets. M. Rosambeau a dit donner un cachet comique au baron Puck.

Nous complimenterons aussi mademoiselle Tholer qui a bien chanté et joué avec intelligence et finesse le rôle de Wanda.

A mardi quelques observations plus complètes sur la pièce et les artistes.

Aujourd'hui, dimanche, le spectacle se compose d'*Orphée aux Enfers*, qui sera joué pour la dernière fois par mademoiselle Lambelé, MM. Decré, Chamonin, etc., et des *Vivacités du Capitaine Tic*, très amusant vaudeville joué par MM. Seguin, Chamonin, Mary, Rosambeau et mademoiselle Tholer et madame Boudro.

Demain, lundi, la seconde représentation de *La Grande Duchesse de Gerolstein*, pour le bénéfice de M. Rosambeau, qui y remplit d'une façon très amusante le rôle du baron Puck, et que ses excellents services recommandent à la bienveillance des habitués. Mardi, la troisième représentation de *La Grande Duchesse*.

LE CONCERT DE MADEMOISELLE FILOMENO.—La salle du Théâtre-National était assez bien garnie samedi soir, pour le concert de mademoiselle Josefina Filomeno, artiste chilienne, âgée de 15 ans, et qui possède, comme instrumentiste, un talent réellement remarquable, et comme il nous a rarement été donné d'en admirer de ce côté de l'Atlantique. Bien qu'il y ait plus de monde à ce concert qu'aux deux premiers, nous eussions voulu en voir encore davantage, car tous les connaisseurs que compte la Nouvelle-Orléans auraient dû participer à l'ovation enthousiaste qu'a reçue la jeune artiste.

Comme pianiste, mademoiselle Filomeno est déjà de première force; elle exécute les morceaux les plus difficiles de Thalberg, de Weber et de Liszt avec une sûreté, une élégance et une correction irréprochables. On reconnaît dans son doigté et dans sa manière de phraser une artiste élevée à l'école des maîtres. Elle a joué la méditation de Gottschalk " Last Hope " avec un cachet qui rappelait au bonheur le compositeur lui-même. La merveilleuse organisation musicale de mademoiselle Filomeno se révèle tout entière dans l'art avec lequel elle sait faire chanter son violon. Rien de plus sauvé, de plus pur et de plus délicatement nuancé que ses andantes, on sent qu'une âme d'artiste anime cet archet que fait mouvoir une main sûre et exercée comme celle d'un maître, et qui se joue des difficultés les plus ardues avec une étonnante agilité. L'oreille de l'auditeur est constamment sur le qui vive, car tous les sons sont d'une justesse irréprochable, et les gammes chromatiques et les trilles sont exécutés avec une perfection qui défie toute critique. Lorsqu'avec l'âge, elle aura acquis la vigueur qui parfois fait défaut au coup d'archet, Mlle Filomeno pourra être comptée au rang des premiers violonistes du monde. Elle a été applaudie à faire crouler la salle, et tous ses morceaux de violon ont été bissés. Bien qu'elle dût être fatiguée à la fin de la soirée après avoir exécuté quatre morceaux de piano et cinq morceaux de violon, elle n'a pas hésité à jouer le "Carnaval de Venise" pour remercier le public de ses manifestations sympathiques.

Mlle Anna H.....l qui a chanté deux ballades " Within a mile of Edinboro" et "Kathleen Mavourneen" s'est fait applaudir; elle a une jolie voix et chante juste. Dans son dernier morceau, elle était accompagnée par M. H. Braun, violoncelliste de talent qui a également accompagné le trio d'invocation de " Matilda " opéra de Hummel, trio chanté par Mlle A. W.....n et par MM. Dubos et Von La Hache, avec un ensemble satisfaisant. Nous devons encore des compliments à M. Greuling qui a accompagné les solos de violon et les morceaux de chant avec un talent remarquable, et des remerciements à M. Von La Hache au zèle duquel a été due, en grande partie, l'organisation de cette soirée musicale.

☞ Installations pour le gaz—M. J. B. Moore graineur et plombier, rue Baronne, No 84, annonce au public qu'il vient en ce moment toutes ses installations pour le gaz, au prix coûtant. Mr. J. B. Moore est connu pour l'habileté avec laquelle il exécute les tuyaux et toutes les pièces qui concernent l'éclairage au gaz. Il a toujours en magasin les articles que nécessite ce genre d'éclairage, devenu presque universel, et il se charge de les installer et arranger dans le plus bref délai possible aux conditions les plus raisonnables. Voyez l'annonce.

Tapis, Toiles vernies.—L'attention des acheteurs est appelée sur la vente d'un reste de stock de tapis, stores, toiles vernies, tapisserie, etc., au magasin de MM. Cohen & Pinckey, rue du Canal No 101. Cette vente commencera demain lundi, 9 mars, à 10 heures du matin, par le ministère de MM Vincent & Co.

Cigarettes—M. F. A. Gonzales, au coin des rues Chartres et Carondelet, annonce aujourd'hui dans l'Abeille qu'il a en vente 15,000 paquets de cigarettes à deux paquets pour 25 cents et que l'importation de ces cigarettes de la fameuse marque "Para" de la Havane est garantie importée.

Cigares—300,000 cigares des célèbres marques Alvarez, Figaro, Meridien, Georgia, etc., sont à vendre par Cabanas, Corona, Upman, Partagas, sont à vendre par M. F. A. Gonzales, ainsi que du tabac en feuilles de la Vuelta de Abajo et des étiquettes d'une qualité supérieure, au coin des rues Conti et Carondelet, près de la rue du Canal.

Etat Civil.—Le Conclave Etna No 15 de l'Ordre des Sept Hommes Sages se réunira mardi soir, 10 de courant, à 7 heures, dans le local de la loge, rue des Remparts entre St Philippe et du Maine.

LA MISE EN ACCUSATION DU PRÉSIDENT.

C'est surtout l'article 10, relatif à une prétendue conspiration du Président, ayant pour objet de s'emparer du contrôle des forces militaires des Etats-Unis, qui a soulevé les plus vives objections de la part même des partisans de la mise en accusation. Le *Times* de New-York, que l'on ne saurait accuser de sympathie envers M. Johnson, s'exprime ainsi au sujet de cet article:

"L'art. 10 accuse explicitement le Président d'avoir cherché à corrompre le général Emory, commandant des troupes à Washington, à qui lui et son parti investit le général Grant du pouvoir d'émettre des ordres militaires. La correspondance de Washington nous ont assez parlé la semaine dernière de cette terrible conjuration, et ceux qui ont l'habitude d'ajouter foi à tous les on-dit de source douteuse, sans les preuves, ont dû penser que la conduite de M. Johnson dans cette affaire justifiait amplement sa condamnation prochaine.

"Le témoignage du général Emory lui-même renverse tout cet échafaudage de fantaisie. Une seule entrevue a eu lieu entre le Président et ce général, dans cette entrevue personne ne parle d'une sédition, et cette entrevue a été sollicitée par M. Johnson. Le général donna quelques renseignements au Président sur la disposition et l'effectif des troupes stationnées dans la capitale et dans les environs, puis, pressé par M. Johnson, il montra un ordre qu'il avait reçu et qui établissait qu'aux termes de la loi, le général d'armée était seul donneur des ordres comme commandant des troupes. M. Johnson exprima sa surprise qu'un pareil ordre eût été donné et demanda si le Président des Etats-Unis ne pouvait pas émettre aussi un ordre militaire; il dit que la loi qui lui enlevait cette prérogative était inconstitutionnelle; puis, après quelques observations sur les qualités du général Emory, il ajouta: Le but de cette loi est facile à reconnaître. Ce fut tout.....

"Maintenant, pour tout esprit honnête, il ne peut y avoir qu'un jugement sur l'article 10. Nous ne pouvons nous ressoudre à croire que la Chambre des Représentants permette que cet article soit présenté au Sénat.

Le *Herald*, dans un long article, fait un procès en règle au comité d'*impeachment* de la Chambre qu'il accuse d'aveuglement et de partipris. L'article 10, dit-il, paraît devoir être le pivot de la défense du Président, lui inspire les réflexions suivantes:

"Il est impossible à quiconque a lu la déposition du général Emory de tenir son sérieux en lisant le dixième chef d'accusation. Cela donne une idée à peu près exacte de la position dans laquelle s'est trouvé le comité, obligé, pour présenter quelque chose au Sénat, d'avoir recours à un aussi misérable expédient. En vérité, cette simple conversation entre le Président et un général, travestie par des esprits exaltés en grande conspiration de *Burr, Blennerhasset et Paul* contre la tranquillité du pauvre *Fritz*, est un spectacle qui ne manquera pas de causer de tristes allusions au pays et en jeu."

MOYENS DE DÉFENSE POUR LE PRÉSIDENT.

En 1861, lorsque les républicains demandaient que M. Black fût exploité du cabinet, la note suivante fut émise au Président Lincoln:

"La théorie de notre gouvernement, la pratique constante et uniforme est que le *Président doit être secondé par un conseil de cabinet d'accord avec les vues politiques et la politique générale*, et que toutes les mesures et nominations importantes doivent être le résultat de leurs délibérations combinées. Cette condition indispensable, *sans laquelle aucune administration ne peut prospérer*, nous pensons que le public pense avec nous, qu'elle n'existe pas en ce moment, et que, par conséquent, il faut faire les changements de personnel nécessaires pour donner au pays l'assurance de l'utilité de vue et d'action dans toutes les questions essentielles, notamment pendant la crise actuelle des affaires publiques.

"Le cabinet doit être *exclusivement composé* d'hommes d'Etat *dévoués cordialement, résolus et d'une manière inébranlable* aux principes ci-dessus mentionné."

Cette note était signée des sénateurs républicains dont suit la liste, et dont un grand nombre voteront certainement pour la condamnation du Président. Ils impétrent à *crime* à M. Johnson ce qu'ils signalaient comme un *devoir* à M. Lincoln. Voici leurs noms:

Charles Sumner, Henry Wilson, du Massachusetts; Benjamin F. Wade, John Sherman, de l'Ohio; Preston King, Ira Harris, de New-York; Daniel Wilmot, Edgar Cowan, de la Pennsylvanie; L. N. M. Morrill, W. P. Fessenden, du Maine. James Dixon, L. S. Foster, du Connecticut; Salomon Foot, Jacob Collamer, du Vermont; David R. Clark, John P. Hale, du New-Hampshire; H. B. Anthony, du Rhode Island; Zachariah Chandler, du Michigan; O. H. Brownwine, Lyman Trumbull, de Illinois; James Harlan, James W. Grimes, de l'Iowa; S. P. Pomeroy, du Kansas; J. R. Doolittle, T. O Howe, du Wisconsin.

Une grande partie de ces signataires vont s'unir pour prononcer la condamnation de M. Johnson, ce qui prouvera au monde que celui-ci est victime de la persécution d'un parti politique ennemi dépourvu de conscience. Ces hommes sans scrupule, pour expulser un membre du cabinet, s'appuient sur une doctrine déterminée, et, faisant volte-face complète, argument d'une doctrine qui est juste le contre-pied de la précédente, pour faire entrer un autre membre dans le cabinet. Les droits prédésidentiels n'ont pas varié depuis 1861, à moins que la Constitution ne devienne tantôt chair tantôt poisson, suivant les caprices ou les nécessités du parti régnant.

(*Courrier des Etats Unis*).

Convention Démocratique d'Etat

SÉANCE DU 6 MARS.

Dans la séance du 6 mars, la résolution additionnelle suivante proposée par M. Jonas, a été adoptée:

"*Résolu* Que nous reconnaissons dans Andrew Johnson, Président des Etats-Unis, un ami du peuple et un défenseur courageux de ses droits et de ses libertés sous la Constitution. Bien que dans la grande lutte qu'il soutient pour maintenir la Constitution contre les empiétements du Congrès, il n'ait eu d'autre appui que sa conviction profonde du droit et le sentiment de son devoir, cependant dans la grande crise nationale actuelle, nous croyons que chaque section de l'Union, nous voyons une réalisation de sa confiance élevée dans le peuple, et nous nous engageons à le soutenir fut-ce au prix de la citadelle qui lui est confiée, jusqu'à ce qu'il ait réparé dans toutes ses brèches, et s'est mis en état de se défendre, telles que les ont faites ses passions."

M. Blackman, de Claiborne, désirant connaître le sentiment de la convention sur la question de former une liste de candidats d'Etat, fait une motion dans ce sens, demande à l'en garnir et nomme Wickliffe d'exprimer ses vues sur ce sujet.

M. Wickliffe répond qu'il croit qu'il y a beaucoup à dire pour et contre et qu'il vaut mieux laisser cette question de côté. L'hon. N. D. Coleman, de Madison, parle dans le même sens.

La convention adopte une motion pour la réorganisation du comité central exécutif d'Etat. Sur cette motion, la convention est autorisé à nommer les membres de ce comité, qui seront au nombre de 25 membres de la ville, et de deux de chaque autre paroisse. Le président fera partie du comité. Neuf membres constitueront un quorum.

L'ordre du jour appelle une résolution, présentée par M. Croman, portant qu'il est important dans l'état actuel des affaires, que la Convention nomme des candidats aux fonctions d'Etat pour la prochaine élection, et ajoutant que l'autorité de faire ces nominations sera déléguée au comité central d'Etat, en vertu de la discrétion la faculté d'exercer cette autorité ou non.

Cette résolution a été *déposée* sur le bureau.

M. Blackman, de Claiborne, se prononce en faveur de la formation d'une liste de candidats par la Convention, bien qu'il soit opposé à la constitution proposée. Mais, dit-il, puisque cette constitution soit imposée au peuple, et il veut mieux en parer les coups, tâcher d'élire des hommes honnêtes et sages aux places.

Le colonel McEnery s'oppose à la proposition. La nomination de candidats, dit-il, serait un endossement implicite des actes de reconstruction du Congrès, et des principes de la convention noire essaie d'imposer à l'Etat. Il ne faut pas que l'attention des citoyens conservateurs soit détournée de la grande lutte qui est devant eux—l'œuvre de défaire la Constitution. La Convention a fait tout ce qu'elle avait à faire—la nomination du parti appartient au peuple de l'Etat et l'élection de délégués à la Convention nationale. Quel citoyen respectable consentirait à voir son nom placé en concurrence avec ceux des candidats radicaux dans une élection pour un emploi sous une Constitution que nous abhorrons—et que nous méprisons! Il ne croit pas qu'il y ait un homme respectable dans l'Etat qui consente à occuper un emploi sous cette Constitution.

Pour sa part il signerait plutôt son arrêt de mort, et la Constitution et l'Etat, et la République de l'Etat, il emmènerait sa femme et ses enfants et quitterait son pays.

La motion de M. Blackman a été déposée sur le bureau.

M. Boxonier, d'Orléans, a présenté la résolution suivante:

"S'il est plus tard jugé nécessaire, à aucun moment, de nommer un ticket d'Etat, dans au cas où le comité central d'Etat n'aura le pouvoir de faire ces nominations.

"*Résolu* Que le comité aura le pouvoir de convoquer une convention, quand cela sera nécessaire, pour s'assembler et élire les dits candidats."

M. Mills, de la paroisse Assomption, parle en faveur de la résolution, mais il est rappelé à l'ordre au moment où il discute le mérite des deux tickets radicaux.

M. Brigham, de Morehouse, présente les arguments puissants en faveur de la nomination de candidats par la Convention.

M. Race, d'Orléans, parle dans le même sens et soutient que pour faire reposer la Constitution, il est nécessaire d'avoir des candidats qui formeront le noyau d'une organisation active, vivace. Tout ce que la Convention a fait ne servira à rien si on n'a pas de candidats.

M. Race, d'Orléans, s'oppose aux nominations.

Si la Constitution est adoptée, elle sera adoptée par les votes radicaux, et si ce parti a assez de voix pour ratifier la Constitution, il en aura assez pour élire ses candidats. Donc si la Constitution est adoptée, la défaite des démocrates est certaine. De plus il faudra faire des nominations dans chaque paroisse, et aulieu de voir des conservateurs unis comme un seul homme pour repousser la Constitution, nous aurons une foule de candidats dont l'intérêt personnel sera opposé au rejet de la Constitution.

M. Monic fait une tentative faite pour engager la Convention à nommer des candidats, comme une tentative pour créer une minorité dans le camp démocratie. Il reprend l'argument de M. Race, qu'il faut avoir pour candidats des hommes pour qu'ils désertent nos rangs? va-t-on nommer des candidats pour les placer dans l'absurde position d'avoir pour seuls électeurs tout en votant contre la Constitution? De plus, il y a une division dans le parti radical et elle devient de plus en plus tranchée, si on nomme des candidats démocrates, deux fractions pourront croire utile de se réunir.

La résolution de M. Boxonier est adoptée par une forte majorité. La Convention s'ajourne sine die.

L'EMPEREUR ET LA LOI SUR LA PRESSE.—

Nous lisons dans les Echos parlementaires de la *France*:

On nous transmet les détails les plus intéressants sur la part très active, quoique indirecte, que l'Empereur prend à la discussion de la loi sur la presse. Sa Majesté est tenue, heure par heure, au courant des incidents de la séance. Elle reçoit régulièrement M. le président Schneider, et, tous les matins, M. le ministre d'Etat et M. le ministre de l'intérieur vont prendre aux Tuileries les impressions du souverain sur les événements de la veille.

Sa Majesté se préoccupe beaucoup des articles renvoyés à la commission et cherche, de son côté, des moyens de concilier les exigences qu'elle trouve aux membres du cabinet, afin d'inspirer l'attitude qu'ils auront à tenir, dans la commission d'abord devant la Chambre ensuite.

Ces renseignements ne surprendront pas ceux qui connaissent la sollicitude du chef de l'Etat pour les grands intérêts du pays. Mais, ajoute-t-on, ce qu'il y a de spécialement curieux, c'est que cette constitution soit imposée au peuple, et il veut mieux en parer les coups, tâcher d'élire des hommes honnêtes et sages aux places.

Le colonel McEnery s'oppose à la proposition. La nomination de candidats, dit-il, serait un endossement implicite des actes de reconstruction du Congrès, et des principes de la convention noire essaie d'imposer à l'Etat. Il ne faut pas que l'attention des citoyens conservateurs soit détournée de la grande lutte qui est devant eux—l'œuvre de défaire la Constitution. La Convention a fait tout ce qu'elle avait à faire—la nomination du parti appartient au peuple de l'Etat et l'élection de délégués à la Convention nationale. Quel citoyen respectable consentirait à voir son nom placé en concurrence avec ceux des candidats radicaux dans une élection pour un emploi sous une Constitution que nous abhorrons—et que nous méprisons! Il ne croit pas qu'il y ait un homme respectable dans l'Etat qui consente à occuper un emploi sous cette Constitution.

Pour sa part il signerait plutôt son arrêt de mort, et la Constitution et l'Etat, et la République de l'Etat, il emmènerait sa femme et ses enfants et quitterait son pays.

La motion de M. Blackman a été déposée sur le bureau.

M. Boxonier, d'Orléans, a présenté la résolution suivante:

"S'il est plus tard jugé nécessaire, à aucun moment, de nommer un ticket d'Etat, dans au cas où le comité central d'Etat n'aura le pouvoir de faire ces nominations.

"*Résolu* Que le comité aura le pouvoir de convoquer une convention, quand cela sera nécessaire, pour s'assembler et élire les dits candidats."

M. Mills, de la paroisse Assomption, parle en faveur de la résolution, mais il est rappelé à l'ordre au moment où il discute le mérite des deux tickets radicaux.

M. Brigham, de Morehouse, présente les arguments puissants en faveur de la nomination de candidats par la Convention.

M. Race, d'Orléans, s'oppose aux nominations.

Si la Constitution est adoptée, elle sera adoptée par les votes radicaux, et si ce parti a assez de voix pour ratifier la Constitution, il en aura assez pour élire ses candidats. Donc si la Constitution est adoptée, la défaite des démocrates est certaine. De plus il faudra faire des nominations dans chaque paroisse, et aulieu de voir des conservateurs unis comme un seul homme pour repousser la Constitution, nous aurons une foule de candidats dont l'intérêt personnel sera opposé au rejet de la Constitution.

M. Monic fait une tentative faite pour engager la Convention à nommer des candidats, comme une tentative pour créer une minorité dans le camp démocratie. Il reprend l'argument de M. Race, qu'il faut avoir pour candidats des hommes pour qu'ils désertent nos rangs? va-t-on nommer des candidats pour les placer dans l'absurde position d'avoir pour seuls électeurs tout en votant contre la Constitution? De plus, il y a une division dans le parti radical et elle devient de plus en plus tranchée, si on nomme des candidats démocrates, deux fractions pourront croire utile de se réunir.

La résolution de M. Boxonier est adoptée par une forte majorité. La Convention s'ajourne sine die.

Billets de Ville.

Nous publions ci-dessous une proclamation du maire Heath sur la dépréciation de notre circulation municipale. Le maire produit avec raison les mêmes arguments que la presse tout entière a déjà fait valoir contre une dépréciation dont rien ne justifie l'étendue. Il est certain que les billets de ville seront rachetés dans toute leur valeur dénominative. C'est donc une duperie que de se laisser aller à une panique qui profite au courtage seul. Soyons plus sensés et comprenons mieux nos intérêts. Ayons confiance et nous ne perdrons rien. La proclamation du maire serait meilleure si elle ne contenait pas une attaque contre des hommes qui n'ont qu'un tort, celui de n'être pas de son parti. Cette attaque est sourdement injuste, et nous condamnons le sentiment qui l'a inspiré. Voici, du reste, la proclamation qui est rassurante pour ce qui concerne la circulation de nos billets municipaux:

Proclamation.

Nouvelle-Orléans, 7 mars 1868.

Aux citoyens de la Nouvelle Orléans.

La récente dépréciation de notre circulation de ville a causé de grandes souffrances aux classes laborieuses et pauvres de notre popula. tion, et a sérieusement entravé le commerce de détail de la ville, spécialement dans les marchés publics. Cela m'inspire une grande sollicitude et motive cette proclamation. Et, j'exprime solennellement, par la présente, l'opinion qu'il n'existe aucune bonne cause pour cette dépréciation de nos billets de ville et pour l'alarme qui a été créée. Quelques simples faits justifieront mon assertion. Le total de la dette de la ville de la Nouvelle Orléans est, en chiffres ronds, de 14 millions de piastres seulement; c'est moins que ce qu'elle était toute votre ville à la même grandeur dans les Etats-Unis. Ces 14 millions comprennent le montant de la circulation de la ville, qui n'excède pas 4 millions de piastres, attendu que cette circulation a été réduite d'un demi-million depuis le 1er novembre 1867.

Maintenant pour la garantie de ces 4 millions chaque maison, chaque magasin et pied de terre dans les limites incorporées de la Nouvelle Orléans, d'une valeur de plus de 100 millions, (autant l'assessement), est engagé pour le rachat de cette circulation, et le trésorier de ville m'informe que le montant des billets diminue rapidement au lieu d'augmenter, comme cela a été faussement avancé.

Les causes de la dépréciation de la circulation des billets ville ne sont pas difficiles à découvrir. Il n'est pas nécessaire que ces classes d'hommes, désappointés dans leurs aspirations politiques, a cherché à unire au crédit de la ville et à perdre ainsi le gouvernement actuel de la cité, et spécule dans la hausse et la baisse. la ville ni elle ne peut la gouverner.

Et l'on ne peut déguiser le fait que ces hommes sont aidés par des gens qui ne sont pas vendeurs des balles et des marchands en détail pour réaliser leurs misérables combinaisons contre le pauvre. Il est aussi également vrai qu'il y a un nombre considérable de hommes dont la tâche, dans chaque ville, est de favoriser les fluctuations de circulation et qui amasse de grandes fortunes par ce moyen. Je crois devoir d'exprimer l'opinion que la récente réparation des billets d'Etat par ordre militaire a eu un malheureux effet sur les finances de notre ville. Les billets d'Etat sont reçus partout et payable ne vint frapper nos billets de ville; mais cette crainte, je ne la partage pas. Et je suis informé que les marchands de cette ville prennent à coton, les fonderies, etc., demandent la circulation rationelle pour ce qui est nécessaire, mais qu'elles payent leurs employés avec des billets de ville, qu'elles achètent à un escompte considérable.

Ayant jeté un coup-d'œil sur les principales causes de notre embarras financier, je crois devoir le pain donner l'assurance au bon peuple de la Nouvelle-Orléans que le comité de finance des deux branches du Conseil communal est à unire pour aplanir toutes les difficultés actuelles, et j'adresse maintenant un appel à tous les marchands, grocers, et hommes des halles, qui veulent faire justice aux pauvres locataires de leurs boutiques de ville au pair, de m'informer du fait et je l'annoncerai sans délai officiellement au public.

E. HEATH, Maire.

CHRONIQUE LOCALE.

TEMPÉRATURE.—7 mars.

THERMOMÈTRE DE C. DUHAMEL, OPTICIEN, Encoignure Bienville et Chartres.

6 heures A. M.	64 degrés.
Midi	"
3 heures P. M.	74½ "
6 heures P. M.	73 "

DÉCOUVERTE DE NOUVEAUX JETS DE GAZ.—Des effluves gazeux viennent d'être découverts dans une dépression d'environ 1 Knight A. et C. Symes, à la Rue Marigny, dans le voisinage du marché St Mary; sur la Levée, devant la rue du Canal, en plusieurs endroits de Jefferson; à la Pointe Claire, sur la rive droite à l'embouchure de la rivière de Washington, rue Girod.

En ce dernier lieu la découverte a été faite par des ouvriers qui perforaient le sol afin d'avoir de l'eau pour une manufacture de soda. Au lieu d'eau il est sorti du gaz qui enflamma le gaspard dont on a vu un beaucoup de peine à s'éteindre. Nous avons visité la place et reconnu le jet de gaz qui, enflammé, jette une lumière abondante. (Lire aux actions de la Compagnie du Gaz.

ENTERRÉ.—On écrit de Madrid 9 janvier:

Le Congrès des Députés a rejeté la proposition du député Polo sur une réforme électorale permettant à l'opposition d'arriver aux Cortès par les plus importants au siége à la Chambre.

Le conseil de guerre de Madrid juge en ce moment 26 officiers et sous-officiers, parmi lesquels il s'en fait, qui étaient de garde au ministère de l'intérieur le 22 juin 1866. Lesdits officiers